

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'Aérodrome  
BP40137  
59303 Valenciennes Cedex

Valenciennes, le 25/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**TVD**

274 rue Jean Jaurès  
59970 Fresnes-Sur-Escaut

Références : V2.2025.211  
Code AIOT : 0007005128

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2025 dans l'établissement TVD implanté 274, rue Jean Jaurès 59970 Fresnes-sur-Escaut. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite fait suite à une demande d'action corrective portée à la connaissance de l'exploitant le 26/02/2025 (cf. rapport de visite du 11/10/2024 référencé V2.2025.055) lui demandant de régulariser l'activité de réception de déchets amiantés en raison de dépassements récurrents de sa capacité limitée à 6,9 tonnes par le dépôt d'un dossier de porter-à-connaissance en préfecture dans un délai de 3 mois, soit avant le 26/05/2025.

Dans l'intervalle, il avait été rappelé à l'exploitant que le seuil de 6,9 tonnes devait être respecté.

La visite a donc été réalisée afin de vérifier le respect du seuil de 6,9 tonnes de déchets amiantés sur le site en l'absence de demande de modification déposer en préfecture.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TVD
- 274, rue Jean Jaurès 59970 Fresnes-sur-Escaut
- Code AIOT : 0007005128
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

TVD exploite des installations de traitement de déchets par broyage comprenant une plate-forme de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux, autorisées par l'arrêté préfectoral du 23/09/2022 principalement au titre des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

- 2791-1 : installation de traitement de déchets non dangereux d'une capacité de 300 tonnes par jour (A),
- 2794-1: installation de broyage de végétaux non dangereux d'une capacité de 200 tonnes par jour (E),
- 2714-1: installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de papier, cartons, plastiques caoutchouc d'une capacité 1500 m<sup>3</sup> (E),
- 2716-1: installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes d'une capacité de 9700 m<sup>3</sup> (E),
- 2710-1-b : installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719, apports de déchets d'amiante par des professionnels, quantité maximale de 6,9 tonnes (DC).

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Risques chroniques, situation administrative	Arrêté Préfectoral du 23/09/2022, article 1.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.5 de l'annexe I	Demande d'action corrective	3 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas le seuil autorisé de 6,9 tonnes pour les déchets dangereux amiantés avec 28 tonnes présentes sur le site le jour de la visite. L'inspection propose à Monsieur le préfet du

Nord de mettre en demeure l'exploitant de régulariser son activité sous 3 mois, en déposant un dossier de porter à connaissance.

En outre, l'inspection demande à ce que les aires de stockage dédiées aux matières dangereuses soient respectées jusqu'aux opérations de reprise des bennes, et que les déchets amiantés soient emballés complètement sous 3 jours à compter de la réception du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Risques chroniques, situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2022, article 1.2.1			
Thème(s) : Autre, Volumes de déchets autorisés			
Prescription contrôlée :			
Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau			
Rubrique	Libellé de la rubrique	Quantité maximale	Régime
[...]	[...]	[...]	[...]
2710-1-b	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1. Collecte de déchets dangereux : b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t	Apports de déchets d'amiante par des professionnels  Quantité maximale de 6,9 t	
[...]	[...]	[...]	[...]
[...]			
Constats :			
Constat de la visite d'inspection du 10/11/2024 :			
[...] Par ailleurs, lors de cette nouvelle visite, l'inspection a constaté que le point de collecte des déchets dangereux (activité classée sous la rubrique 2710-1-b sous le régime de la déclaration), notamment les tôles amiantées, génère des dépassements de capacité avec : - 10,8 t fin novembre 2024,			

- 20 t fin décembre 2024,
- 9,6 t fin février 2025, pour une capacité autorisée de 6,9 tonnes.

L'exploitant a indiqué qu'il allait, compte-tenu de l'importance de cette activité, devoir déposer un dossier de porter-à-connaissance pour modifier le classement de ses activités.

Ce constat a conduit l'inspection à formuler la demande d'action corrective suivante :

*Compte-tenu des dépassements récurrents de l'activité du point de collecte des déchets dangereux (rubrique 2710), l'inspection demande à l'exploitant de déposer, dans les meilleurs délais et sous 3 mois, un dossier de porter-à-connaissance avec tous les éléments d'appréciation nécessaires pour statuer sur le caractère notable ou substantiel de cette activité soumise au régime de l'autorisation à partir de 7 tonnes. Dans le cadre de ce projet d'extension, l'examen des dispositions de l'article R.122-2 devra être mené par l'exploitant. A noter également, qu'en l'absence d'autorisation préfectorale quant à la recevabilité d'une augmentation du volume des déchets dangereux issus de la collecte (rubrique 2710), en transit sur son site, l'exploitant est tenu de respecter la limite supérieure de 6,9 tonnes, actuellement en vigueur, prévue par son arrêté préfectoral d'autorisation du 23/09/2022.*

Le rapport d'inspection ayant été transmis le 26/02/2025, le dossier de porter-à-connaissance aurait dû parvenir avant le 26/05/2025. Aussi l'inspection s'est rendue sur site afin de vérifier le respect des seuils des volumes de déchets d'amiante stockés.

Les constats de la visite du 17/06/2025 sont les suivants :

Constat n°1 :

Dans l'espace dédié aux apports volontaires de déchets amiantés, des bigs-bags dans des quantités importantes sont stockés sur le sol. Ces bigs-bags sont ouverts en partie, laissant apparaître des déchets de tôles cassés.

En outre des faibles quantités de déchets amiantés sont également disposés dans la zone sans protection.

La responsable du site a indiqué que dans cet espace 20 tonnes de tôle amiantée étaient stockées.

Constat n° 2 :

A proximité, dans un espace non sécurisé, 2 bennes de 10 m<sup>3</sup> remplies de bigs-bags d'amiante sont stockées.

La responsable du site a indiqué que ces bennes étaient en attente d'évacuation par leur prestataire Vanheede et qu'elles représentaient 8 tonnes de tôles amiantées.

Avis de l'inspection :

L'exploitant dépasse une nouvelle fois le seuil de 6,9 tonnes avec 28 tonnes de tôles amiantées présentes sur son site et n'a pas transmis de dossier de porter-à-connaissance comme demandé dans le rapport de la visite du 10/11/2024. Ce constat conduit l'inspection à proposer à Monsieur le préfet du Nord de mettre en demeure l'exploitant de régulariser la situation de son activité en

déposant un dossier de porter-à-connaissance sous 3 mois dans le respect de l'article 1.6.1 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 23 septembre 2023 qui dispose : *«En application des articles L.181-14 et R.181-45 du Code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.*

*Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.*

*Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45. »*

Pour rappel, dans l'attente de l'éventuelle régularisation de son activité par augmentation des seuils, l'exploitant n'est pas autorisé à accepter plus de 6,9 tonnes de tôles d'amiante en transit sur son site conformément à l'article 1.2.1 de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 2 : Déchets dangereux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.5 de l'annexe I

**Thème(s) :** Autre, Amiante

**Prescription contrôlée :**

Si l'installation accepte des déchets d'amiante, les dispositions de ce paragraphe sont applicables.

Une zone de dépôt spécifique reçoit les déchets d'amiante liés aux matériaux inertes. Cette zone est clairement signalée. Les éléments reçus en vrac sont déposés, emballés et étiquetés, conformément à la réglementation en vigueur. L'exploitant met à disposition des usagers ou de son personnel les moyens d'ensachage des déchets.

**Constats :**

L'article 1.8.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 23/09/2022 précise que l'arrêté ministériel du 27/03/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial) est applicable au site TVD.

<p>Les constats de la visite du 17/06/2025 sont les suivants : Dans l'espace dédié aux apports volontaires de déchets amiantés, des bigs-bags dans des quantités importantes sont stockés sur le sol. Ces bigs-bags sont ouverts en partie, laissant apparaître des déchets de tôles cassés. En outre des faibles quantités de déchets amiantés sont également disposées dans la zone sans protection.</p> <p>La responsable du site a indiqué que dans cet espace 20 tonnes de tôle amiantée étaient stockées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de respecter les conditions de stockage de ses déchets d'amiante en les stockant conformément aux plans des installations dans des espaces dédiés. En outre les déchets doivent être emballés et non à l'air libre comme constaté lors de la visite.</p> <p>Pour rappel, il convient de s'assurer que les personnels ont été correctement formés et disposent des équipements de protection individuels nécessaires pour réaliser les opérations d'emballage de ces déchets dangereux.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 jours</p>